



FONDASYON JE KLERE
Une **Fondation**
une **nouvelle Forme**
de **Citoyenneté**
Une **Nation**

Communiqué

Contact : Marie Yolène GILLES
Tel. : (509) 3728 8466

**Report sine die du référendum:
La FJKL demande
d'utiliser les fonds initialement prévus pour cet acte de folie
au renforcement de la capacité sanitaire et sécuritaire du pays.**

La **Fondasyon Je Klere** (FJKL) prend acte de la décision des autorités de Facto du pays de renvoyer sine die la mascarade référendaire qu'elles se préparaient à organiser en dépit du mécontentement généralisé que cette décision a soulevé au niveau de toutes les couches de la population.

Un conseil électoral scélérat est mis en place en dehors de tout consensus et de toute provision légale, lequel méprise la population et se soumet, comme au temps de Roger LAFONTANT à la seule volonté du chef de l'exécutif.

Des fonds sont détournés du trésor public en marge de la loi et sans l'aval de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif (CSCCA).

Dans le même temps, les structures sanitaires affichent leurs faiblesses et leur incapacité à faire face à la crise du coronavirus. Elles manquent de tout: lits, oxygène, médicaments, masques, équipements de protection pour le personnel médical, tests de dépistage, vaccins...Pire, les infirmières, les médecins, les ambulanciers, les auxiliaires, et autres agents liés au service de sante ne sont pas payés ou sont très mal payés. Les notes annonçant l'incapacité des hôpitaux à recevoir des malades se multiplient. La population est abandonnée à son sort. Et les autorités responsables sont aux abonnés absents.

Parallèlement, la guerre des gangs fait des victimes, en toute impunité, tant dans les rangs de la population civile qu'au sein de la Police Nationale d'Haïti (PNH). Le nombre de déplacés internes se multiplie. Les familles des quartiers pauvres sont contraintes de quitter leur espace vital. L'Etat ne vole pas au secours de ces laissés-pour-compte qui sont sans logis, sans nourriture, sans eau potable, sans sécurité, sans habits, sans soins de santé.

Où sont passés les fonds importants mobilisés pour le référendum? Où sont passés les fonds mobilisés pour lutter contre la Covid-19? A quoi a servi l'aide internationale? Où sont passés les matériels reçus en don de l'étranger? Où sont les rapports financiers? Les rapports de gestion? Les contrats? Les avis de la CSCCA? Les avis de la commission Nationale de Marchés Publics (CNMP) ? Les inventaires de distribution des matériels? Où sont passés les fonds alloués au service de renseignement de la PNH? Où sont passés les fonds budgétisés pour le renforcement de la capacité technique et opérationnelle de la PNH? Pourquoi des uniformes de la PNH se retrouvent dans les quartiers généraux des bandits? La population n'a-t-elle pas droit à l'information? Les relations gouvernants-gouvernés n'ont-elles plus de sens en Haïti? Le pouvoir est-il au-dessus de la Constitution? De la loi? Des valeurs des sociétés démocratiques?

En attendant que le pouvoir en place apporte des éléments de réponse à ces interrogations qui tourmentent la population, la FJKL recommande d'utiliser, dans la transparence et le respect des règles de la comptabilité publique, les fonds mobilisés pour le referendum aux fins de:

1. Renforcer la sécurité du pays pour combattre l'insécurité généralisée;
2. Renforcer la capacité sanitaire du pays pour faire face à la Covid-19 ;
3. Supporter les déplacés internes, les victimes de la guerre des gangs qui sèment la terreur parce que bénéficiant de l'impunité officielle.

Port-au-Prince, 8 juin 2021